
LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS (JANVIER A OCTOBRE 2005)

Gérard Lang

1^{er} janvier

Début de la présidence luxembourgeoise de l'Union Européenne.

P.A.C. Mise en œuvre, selon un calendrier différencié suivant les Etats membres, de la nouvelle **Politique Agricole Commune**, adoptée par le Conseil le 26 juin 2003.

2 Février

La Commission présente, dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, de nouvelles propositions destinées à stimuler la croissance et la création d'emplois. Le 9, elle présente le volet social destiné à créer un marché européen du travail.

22 mars

PSC. Le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement entérine le principe de la **réforme du Pacte de stabilité et de croissance** conclue le 20 mars par le Conseil des Ministres sous la présidence de J. C. Juncker, président de l'Union et de l'Ecofin. La réforme du Pacte sera formellement adoptée par le Conseil le **27 juin**.

USA. Le Fed relève son taux directeur de 2,5 % à 2,75 %. D'autres hausses d'un quart de point auront lieu toutes les six semaines.

31 mars

La **BCE** annonce avoir vendu 47 tonnes d'or (soit 6 % de ses réserves d'or) conformément à un accord signé avec les Banques centrales européennes en septembre 2004, qui limite les ventes d'or de ces institutions à 400 tonnes par an jusqu'en 2009.

12 avril

PSC. Le Conseil des Ministres suspend la procédure pour déficit excessif contre la Grèce et les Pays-Bas. Mais la Commission la lancera le 7 juin contre l'Italie (déficit budgétaire : 3,6 % en 2005 et 4,6 % en 2006)

25 avril

Elargissement. Le Parlement européen (PE) vote à une large majorité un *avis conforme* à l'adhésion à l'UE de la **Bulgarie** et de la **Roumanie**.

10 mai

Budget. La Commission budgétaire du Parlement européen propose que, pour la période 2011-2016, le budget communautaire représente 1,07 % du PIB de l'UE, ce qui est une position médiane entre ce que prônent les six pays contributeurs nets (1 %) (D, F, UK, PB, Suède, Autriche) et la Commission (1,14 %).

11 mai

Social. Le PE à Strasbourg vote la suppression de « *l'optout* », mécanisme autorisant certains pays à déroger au principe européen des 48 heures de travail hebdomadaires et dont le Royaume-Uni avait fait largement usage.

12 mai

Constitution. Allemagne. Le Bundestag adopte à 95 % le projet de Constitution européenne. A ce jour, sur les 25 Etats membres, huit ont ratifié le projet.

L'EUROPE EN CRISE

29 mai

Constitution. France. La **ratification** du projet de Traité constitutionnel européen soumise aux **Français par référendum est rejetée par 54,67%** contre 45,33 % (Abstentions : 30,63 %). Le **31 mai**, le Président de la République, Jacques Chirac, remplace le Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin par Dominique de Villepin (Economie et Finances : Thierry Breton ; Intérieur : N. Sarkozy ; Aff. étr. : P. Douste-Blazy).

1^{er} juin.

Les Pays-Bas rejettent à leur tour par référendum le projet de Constitution européenne par 61,6 % contre 38,4 %.

Le **6 juin**, le Premier Ministre Tony Blair annonce *l'ajournement* du référendum britannique sur la Constitution européenne, qui de toute façon aurait été négatif.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS (JANVIER A OCTOBRE 2005)

1-6 juin.

L'Euro. Deux ministres italiens proposent de revenir à la Lire ! Proposition qualifiée de stupide et d'absurde par ses partenaires. Le 6, J.C. Juncker déclare : « *L'Euro est la monnaie de tous et il n'est pas question de s'imaginer qu'un pays pourrait quitter la devise européenne* ». Il n'en reste pas moins que la crise européenne qui débute provoquera la baisse de l'euro par rapport au dollar : au **1^{er} juin**, il retrouve son plus bas niveau (1,22 \$) depuis le 3 mai 2004 (1,20 \$). En 5 semaines, il perdra plus de 10 % de sa valeur (1,1868 \$ le **5 juillet**).

10 juin

Chine-UE. Aux termes d'un accord signé à Shanghai entre le Commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson, et son homologue chinois Bo Xilai, la Chine s'engage à limiter jusqu'à 2008 la croissance de ses exportations de dix types de produits vers l'UE. Un autre accord sera signé le **5 septembre** permettant de débloquent 88 millions de pièces de textiles chinois bloqués dans des ports européens. (Voir article de Meixing Dai dans le présent numéro).

16-17 juin

Le Conseil européen échoue à aboutir à un accord sur les perspectives financières de l'UE pour la période 2007-2013. J.C. Juncker considère que ce désaccord « *accident de parcours en temps normal, nous a entraînés, après les incertitudes suscitées par les référendums français et néerlandais, dans une crise qui est profonde parce qu'elle n'est pas exclusivement financière et budgétaire* ». Le Premier britannique voulait bien remettre en cause le « *chèque de ristourne* » dont bénéficie la Grande-Bretagne (4,8 milliards d'euros par an en moyenne depuis 1984) à condition que soit renégocié l'emploi des ressources budgétaires de l'UE (dont 40 % vont à la PAC, qui n'utilise que 2 % d'actifs) et que celles-ci soient consacrées à des politiques d'avenir (Voir l'article de Michel Dévoluy).

1^{er} juillet

Début de la présidence britannique de l'Union européenne

5 juillet

UEM. Pour la première fois, le Parlement européen, en séance plénière à Strasbourg, refuse d'apporter son soutien à la BCE. Par 296 voix contre 287 et 41 abstentions, il rejette le rapport, jugé trop laudatif, du député démocrate-chrétien allemand, membre de la commission économique et monétaire du PE. Le PE n'a cependant pas approuvé les amendements de la gauche (notamment celui d'Alain Lipietz demandant la baisse des taux d'intérêt). Ce vote (« *une grande victoire* » selon la député socialiste Pervenche Bérès, Présidente de la Commission économique et monétaire) n'a pas de valeur juridique, mais il prive la BCE de sa caution démocratique européenne.

21 juillet

Chine. Appréciation de 2,1 % du yuan. Décroché de sa parité fixe avec le dollar, le yuan sera désormais indexé sur un panier de devises, avec une marge de 0,3 % autour du \$ et de 1,5 % autour du panier. 1 \$ vaut 8,11 yuans (contre 8,28 avant).

18 septembre

Allemagne. Elections législatives. Aucun des deux grands partis n'obtient la majorité absolue : CDU-CSU (35,2%, 226 sièges au Bundestag), SPD (34,3%, 222 sièges). Ils sont amenés à former le **10 octobre** un gouvernement de **grande coalition** dirigé par Angela Merkel (CDU) remplaçant le Chancelier sortant Gerhard Schröder (SPD).

(Autres partis : FDP : 61 ; Grüne : 51 ; Linke : 54. Total : 614 sièges)

20 septembre

USA. Fed. Pour la 11^e fois depuis juin 2004, le Fed relève d'un quart de point son taux directeur, à 3,75 %, malgré les ravages provoqués par le cyclone Katrina du **29 août**, la catastrophe naturelle la plus coûteuse de l'histoire des Etats-Unis (dégâts évalués à 125 milliards de dollars dont 40 à 60 à la charge des compagnies d'assurances).

26 Septembre

PSC La Commission recommande une procédure pour déficit excessif contre le Royaume-Uni. A ce jour, dix des 25 pays de l'UE font l'objet d'une procédure pour déficit excessif. La Commission attend la composition du nouveau gouvernement, qui sera connue définitivement le 17 octobre, avant de relancer éventuellement une procédure contre l'Allemagne (dont le déficit se situe entre 3,7 % et 4% du PIB en 2005).

27 septembre

M.U. Levée des obstacles bureaucratiques. La Commission annonce la suppression de près d'un tiers des 183 propositions de textes communautaires en instance devant le PE et le Conseil, selon leur impact réel sur la compétitivité, l'amélioration qu'elles apportent aux réglementations existantes, leur réalisme et leur actualité. C'est ainsi qu'a été supprimée une proposition (relevée par la presse) sur l'exposition des travailleurs aux rayons solaires !

3 octobre

Elargissement. Le Conseil Européen décide l'ouverture des négociations d'adhésion avec la **Turquie**. Sont également levés les derniers obstacles à la future adhésion de la **Croatie** à l'UE.

OBSERVATOIRE DES POLITIQUES ECONOMIQUES EN EUROPE

Pôle européen de gestion et d'économie (PEGE), 61, avenue de la Forêt Noire –67085 Strasbourg Cedex

Courriel : thierry.stolle@urs.u-strasbg.fr - Site Internet : <http://opee.u-strasbg.fr>

Directeur de la publication : Michel Dévoluy, Chaire Jean Monnet

Imprimé dans le cadre des Universités Louis Pasteur (ULP) et Robert Schuman (URS).

Numéro ISSN . 1298-1184.

Co-responsabilité de l'OPEE : Michel Dévoluy et Moïse Sidiropoulos.

Ont participé à la rédaction de ce bulletin :

Damien Broussolle, Maître de Conférences, URS (LARGE) — Meixing Dai, Maître de Conférences, ULP (BETA-THEME) — Michel Dévoluy, Professeur, URS (BETA-THEME) — Gérard Lang — Patrick Roger, Professeur, ULP (LARGE) — Isabelle Terraz, Maître de Conférences (CEREGMIA, BETA)

Conception graphique : Pierre Roesch, Strasbourg — Mise en page : Thierry Stollé.